

Le cri d'alarme des habitants de Pontfaverger-Moronvilliers

Le village et la commune de Moronvilliers en Champagne n'existent plus depuis la fin de la Première guerre mondiale. Lieu maudit, entièrement détruit lors des pilonnages qui ensanglantèrent cette région, Moronvilliers reste le nom repris par la Direction des Applications Militaires du CEA pour en faire un « terrain d'expérimentation extérieur ».

Maudites, ces « Applications » puisqu'il s'agissait d'expérimenter des éléments de la bombe atomique avec des explosifs chimiques. Pendant plusieurs décennies, le CEA y a réalisé des « expériences explosives » en plein air avec de petites quantités de matières radioactives (uranium naturel ou appauvri et plutonium) mais aussi du béryllium, métal très toxique utilisé dans les armes nucléaires comme « réflecteur » de neutrons.

Les activités du centre de Moronvilliers étant couvertes par le secret défense, il est difficile de savoir quand les expériences ont été faites en puits ou comme actuellement en cuve.

Très curieusement, les expériences explosives de Moronvilliers sont classées dans le « programme de simulations » des essais nucléaires. Bien qu'il n'y ait pas (normalement) de réactions nucléaires (réaction en chaîne), il y a dispersion de fragments de matières nucléaires dans l'environnement, la nappe phréatique... Comme ce fut le cas sur tous les sites d'essais nucléaires au Sahara et en Polynésie, le CEA employa des « indigènes » - personnels recrutés localement – la plupart du temps recrutés par des entreprises extérieures. Ce que vivent les employés du CEA et les habitants de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers est tout à fait semblable à ce qu'ont vécu les personnels et les habitants des zones proches des anciens sites d'essais nucléaires : absence d'information, silence des élus, décès suspects (cancers) de personnels du site, découverte de fragments de matières radioactives en dehors du centre, nappe phréatique contaminée... sans compter les déflagrations qui, au moins une fois, cassèrent les vitraux de l'église du village...

Pour justifier les « simulations », le CEA et le ministère de la défense ne font de la communication que sur le système « Airix », très coûteux, qui « observe » les explosions avec des rayons X... mais ils ne parlent ni des explosions ni des risques pour les personnels et pour l'environnement.

Après l'arrêt des essais nucléaires en 1996, le gouvernement a annoncé la fermeture du Centre de Vaujours dont dépendait Moronvilliers et qui a été effective le 31 décembre 1997. Le site de Moronvilliers est alors rattaché au Centre Dam-Ile de France de

la Direction des applications militaires (Dam) du CEA. Le Centre Dam-Ile de France, à Bruyères le Châtel au sud de Paris, était connu autrefois sous le nom du Centre d'Etudes de Bruyères le Châtel ou B-III.

Les informations sur les activités du centre de Moronvilliers ne sont pas décrites avec précision par le CEA, mais on sait que, parfois, on testait les explosifs chimiques d'une tête nucléaire sur des répliques d'éléments en matières proches des matières nucléaires utilisées dans la bombe réelle, notamment de l'uranium appauvri. Pour bien analyser ces réactions, on utilisait des machines spécifiques permettant de radiographier les explosions. La machine Airix, mise en service fin 1999, n'est qu'une modernisation ou un développement des machines utilisées précédemment, telle le GREC (Générateur de radiographie éclair) qui a fonctionné de 1976 à 1999.

Selon sa description technique, Airix est en fait un accélérateur linéaire d'électrons d'énergie 4 MeV produits par une diode pulsée. Ils sont accélérés jusqu'à 20 MeV grâce à huit blocs de quatre cellules accélératrices à induction, puis focalisés sur une cible de matériau lourd. « Lors des tirs froids, les matériaux nucléaires sont remplacés par des matériaux inertes aux comportements mécanique et thermique très similaires : la mise à feu provoque leur densification en quelques millièmes de seconde. Airix va permettre de maîtriser et de caractériser ces phénomènes (image de la compression de la matière, répartition de la densité, etc..) en les radiographiant avec une grande finesse spatiale et temporelle. »

La première explosion examinée par Airix a été réalisée le 2 décembre 1999 et son inauguration officielle, par le ministre de la défense, s'est déroulée le 28 septembre 2000. Airix est installé dans un bâtiment bétonné de 74 mètres de longueur. Des développements ultérieurs sont prévus : un deuxième axe de visée devait être lancé en 2005, mais ce projet a été retardé de 3 ans pour démarrer à partir de 2008 et une mise en service en 2011. Le coût d'Airix est estimé à 2,3 milliards d'euros. Avec Moronvilliers, le CEA investit tous les ans 5,5 millions d'euros en Champagne-Ardenne, en plus des 3 millions d'euros que représente la masse salariale.

Damien Girard

*Président de l'Association de défense
de l'environnement de Pontfaverger
et de sa région*

Monsieur le Président de la
Communauté de communes
des Rives de la Suippe

Pontfaverger, lundi 11 février 2008

Un article du bulletin d'information de la Communauté des Rives de la Suippe a retenu toute mon attention.

Comme vous le savez, l'association que je préside est fortement inquiète sur les retombées environnementales de l'activité du centre d'expérimentation nucléaire de Pontfaverger-Moronvilliers géré par le Commissariat à l'énergie Atomique. Je suis surpris que vous preniez la responsabilité de l'édition du texte sans aucune réserve. Même en tant qu'élu, comme vous l'avez signalé lors de la réunion du 7 décembre 2007, repris par France 3 au journal du 12/13 le 8 décembre 2007, vous n'avez jamais été informé sur les rejets dans l'air et dans le sol dus à un demi-siècle d'exploitation de ce centre.

Certes le manque de clarté lors de la 1^{ère} réunion "d'information", à Pontfaverger Moronvilliers, organisée par le CEA après 50 ans d'existence a pu semer le doute dans les esprits, entre la radioactivité naturelle telle que peut en contenir l'eau d'Evian ou la mer (10 becquerel/kg, source CEA Marcoule) et celle de l'uranium naturel (50 millions de becquerels/kg) utilisé sur le centre lors des tirs aériens et souterrains (Propos recueillis lors de la conférence du 7 décembre 2007).

Par exemple : le petit morceau d'uranium retrouvé par un cultivateur au détour d'un chemin, il y a environ 20 ans, présentait un grave danger pour lui et ses proches car le débit de dose au contact pouvait être supérieur à 2 mSv/h, soit un dépassement des limites de dose à la peau en 25 heures ou 4 minutes par jour / 365 jours. Quelle maladie aurait développé toute cette famille si cet objet curieux avait orné leur cheminée pendant des années.

Les experts du CEA ne semblaient pas connaître la fin des tirs aériens avec précision : 1990/95. Or, si vous allez sur le site, <http://www.adepr.com/>, vous pourrez voir une explosion qui date d'après la construction de Airix, soit après l'an 2000. Ce manque de précision pour des scientifiques est inquiétant !!!

Après mon affirmation qu'ils continuaient à faire des tirs non confinés en cuve, ils ont reconnu que certains tirs étaient confinés par un système de pulvérisation d'eau. Vous pourrez apprécier le haut degré de protection pour la population.

Le médecin présent nous a affirmé que le personnel en sous-traitance avait le même degré de protection que le personnel du CEA. Pierre Messmer, Premier ministre, avait affirmé le contraire lors d'une émission sur France 2. Vous connaissez des personnes en retraite qui ont travaillé en sous-traitance sur ce site : demandez-leur s'ils ont eu connaissance des risques professionnels ? Quelles protections individuelles étaient mises à leurs dispositions ? Dans quelles conditions ils nettoyaient les dalles de tirs après explosion ou le cendrier du brûloir avec des produits utilisés tel que du béryllium, l'uranium, du deutérium et sûrement du plutonium ... Si un seul jour, ils ont eu un dosimètre sur eux pour connaître la radioactivité absorbée, maintenant qu'ils sont en retraite, ont-ils un suivi médical particulier ? On est bien loin des propos rassurants du 7 décembre.

Comme je l'ai rappelé lors de la prise de parole à la conférence (écourté par le départ prématuré du préfet) : « Dès 1960, lors des premiers tir atomiques en Algérie, le CEA a exposé des militaires à quelques km du point zéro sans aucune précaution. En Polynésie française, les îles à proximité n'étaient pas évacuées alors que l'on sait aujourd'hui qu'il y a eu des retombées radiologiques dépassant les normes. La France a mis récemment en place un suivi sanitaire pour la

population qui présente un taux de cancer anormalement élevé. Comment aujourd'hui pouvons nous cautionner, sans aucun contrôle extérieur, les essais nucléaires à quelques pas de chez nous ?

Nous avons appris que nos villages ont été survolés par un nuage radioactif car une petite quantité de tritium, quelques grammes (7 400 milliards de Becquerels, selon la revue Damoclés) ont été pulvérisés volontairement sur le site. Bien sûr, cela n'a pas eu de conséquences sur la population car il n'y a jamais eu de suivi épidémiologique et pourtant les médecins sont très inquiets du nombre de pathologie pouvant relever de maladies radio induites. A noter que le tritium est absorbé par les végétaux tels que salades, betteraves, blé... et que ce produit est cancérigène.

En tant que président de la communauté de commune, vous devez savoir que :

- Le site officiel Basol du **ministère de l'environnement et du développement durable** indique que la site présente un taux anormal de radioactivité dans les nappes phréatiques.

- Doit-on être rassuré quand on sait que la Drire qui dépend du **ministère de l'industrie** a été dessaisi du dossier (fin 2006). La pollution semble logique quand on sait que tous les déchets produits par le site pendant les trente premières années ont été enfouis, à même la terre sans aucune précaution, au lieu dit « la Fosse des Maréchaux », point culminant sur un rayon d'une dizaine de km et le départ de plusieurs rivières souterraines telle que la Noue des Vins qui alimente Pontfaverger en eau potable.

- Certains des 200 tirs souterrains ont été faits à très grande profondeur, ce centre expérimentant des essais. Certains ont dû diffuser des matières radioactives qui doivent encore baigner dans l'eau au fond de ses forages.

- Le CEA a organisé des réunions avec l'association foncière de Beine pour demander à être raccordé sur le réseau d'eau potable de Berru via Beine.

- Le taux de radioactivité de l'eau de certains puits sur le site (source **ministère de la défense**) est 50 fois plus important que la normale. Si le taux continue à augmenter (pour quelle raison il se stabiliserait ou décroîtrait ?) et est multiplié seulement par 1,5 alors l'eau potable ne le sera plus. Quelles seraient alors les conséquences sur la population, l'agriculture, la viticulture ?

L'autorité de sécurité nucléaire qui contrôle tous les sites nucléaires de France et qui communique ses rapports d'expertise sur Internet, n'a pas compétence pour le centre d'expérimentation nucléaire de Pontfaverger Moronvilliers. Le CEA a son propre organisme de contrôle et donc on peut émettre une certaine réserve sur ses propres résultats qu'il communique avec parcimonie.

Selon mes recherches, seul ce centre du CEA en France n'a pas de Commission Locale d'Information. Il ne paye aucune taxe et ne travaille directement avec aucune entreprise de la Communauté de communes que vous présidez, bref on ne peut surtout pas dire que les retombées économiques font vivre les habitants et participent au rayonnement des communes environnantes... Même les dons du Téléthon ne sont pas reversé au village organisateur.

Ce bulletin d'information prenant position pour des faits qui inquiètent une grande partie de la population demanderait une prise de position de votre part afin de ne pas laisser le doute s'installer dans les esprits.

L'association de défense de l'environnement de Pontfaverger et de sa région vous demande de prendre position sur le financement de l'enquête afin que la Commission Indépendante d'Information sur la radioactivité (CRIIrad) puisse effectuer un bilan complet dû à l'activité du centre d'expérimentation nucléaire sur l'environnement(air, terre, eau).

Damien Girard

Les dernières explosions provenant du Centre entendues de mon domicile : jeudi 7 février 2008 à midi, lundi 11 février 2008 (plusieurs en quelques minutes).

Nous avons appris par les médias que le premier exercice de sécurité depuis 50 ans avait eu lieu en partenariat avec l'hôpital !